



A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2022-24 du 7 octobre 2022

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor américain lance une consultation publique en vue de l'élaboration de lignes directrices sur la mise en œuvre de l'*Inflation Reduction Act*
2. Les Républicains veulent revoir le fonctionnement du contrôle des exportations en cas de victoire aux prochaines élections de mi-mandat
3. Les États-Unis annoncent de nouvelles sanctions contre Téhéran suite à la répression des manifestations en Iran

Climat – énergie – environnement

4. Les prix du gaz pour les particuliers et les entreprises atteignent des sommets aux États-Unis en 2022
5. La Secrétaire américaine à l'énergie s'adresse aux sociétés de l'énergie afin qu'elles fassent baisser les prix pour les consommateurs
6. Les États-Unis devraient plus que doubler le taux d'interconnexion électrique cette décennie pour pleinement bénéficier de la loi IRA, selon une analyse réalisée par des chercheurs de l'Université de Princeton
7. Le gouverneur de Californie propose de taxer les super-profits réalisés par les entreprises pétrolières

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports appelle à développer l'offre de stationnement pour les camions

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Face à l'augmentation des coûts de production, la commission de l'agriculture du Sénat appelle l'USDA à renforcer et améliorer les dispositifs assurantiels

Numérique et innovation

10. La Maison Blanche publie son « *Blueprint for an AI Bill of Rights* »
11. La Cour Suprême se saisit de deux affaires en matière de modération des contenus terroristes
12. Acquisition de Twitter par Elon Musk

Santé

13. Le HHS publie deux rapports sur les impacts de la loi d'encadrement des prix des médicaments

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le [Washington Wall Street Watch](#), [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor américain lance une consultation publique en vue de l'élaboration de lignes directrices sur la mise en œuvre de l'*Inflation Reduction Act*

Le 5 octobre, le Département du Trésor a [publié](#) six appels à commentaires relatifs à différentes sections de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Le Trésor est en effet chargé de la mise en œuvre de la majeure partie des mesures prévues par ce texte, dont environ 270 Md\$ d'incitations sous la forme de crédits d'impôts en faveur de la transition énergétique. La consultation publique lancée par le Trésor couvre notamment les dispositions de la loi qui étendent ou créent des crédits d'impôts pour l'investissement dans des projets d'énergies renouvelables, la production de ces énergies, l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments et l'achat de véhicules électriques.

Le Trésor invite les parties intéressées à transmettre leurs commentaires avant le 4 novembre et s'appuiera sur ces observations pour élaborer des lignes directrices visant à clarifier le texte de l'IRA et permettre ainsi sa bonne mise en œuvre. Le Trésor sollicite notamment l'avis des parties intéressées sur la définition de plusieurs termes clés des dispositions conditionnant l'octroi de tout ou partie des crédits d'impôts au respect d'exigences de contenu national ou régional, qui préoccupent nombre de partenaires commerciaux des États-Unis depuis l'adoption de la loi en août dernier.

Le calendrier de publication des lignes directrices est encore incertain, hormis s'agissant des dispositions relatives aux exigences en contenu régional pour les composants de batteries et les minéraux rares nécessaires à la production de véhicules électriques, qui sont attendues avant le 31 décembre.

2. Les Républicains veulent revoir le fonctionnement du contrôle des exportations en cas de victoire aux prochaines élections de mi-mandat

Le Représentant républicain Michael McCaul (Texas) a [indiqué](#) le 3 octobre à l'occasion d'une conférence à l'Atlantic Council vouloir lancer une enquête de 90 jours sur le BIS (*Bureau of Industry and Security*) chargé du contrôle-export au sein du Département du Commerce américain, si son parti remporte la majorité à la Chambre après les élections parlementaires de novembre prochain. M. McCaul est le plus haut représentant républicain à la Commission des affaires étrangères de la Chambre, en charge de contrôler le travail du BIS,

et espère « être suffisamment chanceux pour pouvoir président [cette Commission] » en cas de victoire de son parti.

M. McCaul a notamment jugé que le travail du BIS était insuffisant pour empêcher l'exportation de technologies américaines sensibles vers des pays « adversaires », notamment la Chine. Il a également regretté que le Département du Commerce n'ait pas encore publié de liste des technologies émergentes et fondamentales, conformément à la réforme ECRA de 2018 votée par le Congrès [[voir flash du SER du 16 septembre](#)].

3. Les États-Unis annoncent de nouvelles sanctions contre Téhéran suite à la répression des manifestations en Iran

Le Département du Trésor a [sanctionné](#) le 6 octobre sept officiels iraniens pour leur rôle dans les coupures d'accès à internet et la répression des manifestations dans le pays. Le Président Biden avait [publié](#) un communiqué de soutien au peuple iranien le 3 octobre indiquant que « les États-Unis [infligeraient] un coût supplémentaire aux auteurs de violences contre des manifestants pacifiques » en Iran.

Ces sanctions font suite aux [désignations](#) le 22 septembre de plusieurs entités et officiels iraniens, dont la Police des mœurs et son responsable, et à la [publication](#) le 23 septembre d'une licence générale permettant notamment d'élargir l'accès des Iraniens à internet.

Brèves :

- Un groupe bipartisan de Représentants à la Chambre a [demandé](#) le 29 septembre au Secrétaire d'État d'imposer des sanctions contre l'Algérie pour des achats d'armes russes, violant le cadre de sanctions américaines.
- Les États-Unis ont [sanctionné](#) le 3 octobre deux individus et une entité en Bosnie-Herzégovine pour leurs actions visant à déstabiliser les institutions démocratiques du pays.
- En déplacement au Chili, le Secrétaire d'État américain A. Blinken a [déclaré](#) le 5 octobre que le Partenariat des Amériques pour la prospérité économique, lancé par le Président Biden en juin dernier, pouvait « augmenter significativement » les échanges commerciaux et d'investissement tout en « rendant nos chaînes de valeur plus résilientes ».

Climat- Énergie - Environnement

4. Les prix du gaz pour les particuliers et les entreprises atteignent des sommets aux États-Unis en 2022

L'[US EIA](#) relève que les prix du gaz naturel américain résidentiel et commercial ont été relativement élevés tout au long de 2021 et ont dépassé la moyenne des cinq dernières années (2017-21). En termes réels, le prix résidentiel annuel de 2021 était le plus élevé depuis 2014, tandis que le prix commercial était le plus élevé depuis 2015. Pour la période de janvier à juillet 2022, le prix résidentiel a été en moyenne de 13,25 \$ par millier de pieds cubes (environ 46 \$/MWh), soit 25 % de plus que pour la même période en 2021. Le prix commercial était en moyenne de 10,50 \$ par millier de pieds cubes (environ 36 \$/MWh), soit une hausse de 33 %. Au cours de plusieurs mois de cette année, le prix spot au Henry Hub a représenté le double de celui de 2021 pour le même mois. Les exportations record de gaz naturel liquéfié (GNL), en particulier, ont été une source croissante de demande de gaz naturel. Depuis 2021, le volume de gaz naturel utilisé pour soutenir les exportations américaines de GNL a dépassé le volume consommé dans le secteur commercial. Une grande partie des exportations de GNL est destinée à l'Europe pour remplacer le gaz naturel provenant de Russie.

5. La Secrétaire américaine à l'énergie s'adresse aux sociétés de l'énergie afin qu'elles fassent baisser les prix pour les consommateurs

Madame Grandholm, Secrétaire d'État à l'Energie, a [déclaré](#) le 30 septembre: « Les entreprises du secteur de l'énergie réalisent des bénéfices records, les raffineurs et les détaillants affichant également des marges bien supérieures à la moyenne – tout en répercutant les coûts sur les consommateurs. Actuellement, la marge moyenne entre le prix de gros et le prix de détail est d'environ 1,27 dollar, alors qu'elle est généralement de 90 cents à cette époque de l'année. Cette dynamique des prix est possible en raison des problèmes permanents des raffineries et de l'incapacité des entreprises à maintenir des stocks régionaux suffisants pour amortir la demande lorsque les raffineries sont hors service, alors que ces mêmes entreprises exportent de l'essence et du diesel à des niveaux records. Si, dans de nombreux États, les prix sont encore inférieurs au pic atteint en juin, d'autres États, dans le Midwest et l'Ouest, connaissent au contraire une hausse rapide des prix, car les stocks ne sont pas suffisants pour répondre aux besoins de leurs

clients. C'est le moment pour les entreprises énergétiques américaines d'agir afin de faire baisser les prix pour les consommateurs et de reconstituer les stocks d'essence et de diesel dans ce pays qui sont inférieurs à la fourchette des cinq dernières années. Comme l'a dit le Président, ces entreprises doivent moins s'attacher à retirer le moindre dollar de la table et davantage à faire profiter leurs clients des économies réalisées. Si des entreprises comme ExxonMobil continuent de croire que "les incitations du marché libre restent le moyen le plus efficace pour l'industrie de résoudre ces problèmes", elles doivent faire un effort et montrer des résultats pour les consommateurs et l'économie américains. ».

6. Les États-Unis devraient plus que doubler le taux d'interconnexion électrique cette décennie pour pleinement bénéficier de la loi IRA, selon une [analyse](#) réalisée par des chercheurs de l'Université de Princeton

Un récent rapport de l'Université de Princeton évalue le rôle du transport de l'électricité dans la réalisation des réductions d'émissions attendues de l'*Inflation Reduction Act* (IRA). Auparavant, le projet REPEAT (*boîte à outils pour l'évaluation et l'analyse des politiques énergétiques*, qui fournit une évaluation environnementale et économique régulière, indépendante des politiques fédérales en matière d'énergie et de climat) avait estimé que l'IRA pourrait réduire les émissions de gaz à effet de serre des États-Unis d'environ un milliard de tonnes par an en 2030 et réduire les émissions cumulées de gaz à effet de serre de 6,3 milliards de tonnes d'équivalent CO₂ au cours de la décennie 2023-2032.

Ce résultat est toutefois conditionné à la capacité pour le pays à doubler le rythme historique de développement du réseau de transport d'électricité afin d'interconnecter les nouvelles ressources renouvelables et répondre ainsi à la demande croissante des véhicules électriques, des pompes à chaleur et d'autres formes d'électrification.

Si la modélisation montre que ce résultat est économiquement atteignable, les pratiques actuelles en matière de planification, d'implantation, d'autorisation et de répartition des coûts du transport d'électricité peuvent entraver la mise en œuvre effective du projet IRA et, de ce fait, réduire la capacité à atteindre les objectifs climatiques énoncés par le pays.

7. Le gouverneur de Californie propose de taxer les super-profits réalisés par les entreprises pétrolières

Alors que les prix de l'essence restent structurellement plus élevés en Californie que dans le reste des États-Unis, le gouverneur Newsom [a annoncé](#) sa volonté d'instaurer un impôt exceptionnel pour taxer les super-profits réalisés par les entreprises pétrolières en Californie. Le prix moyen d'un gallon (3,8 l) était encore de 6,29 \$ malgré un prix du baril orienté à la baisse. Si les taxes pesant sur les pétroliers, les plus élevées du pays – dont l'accise de 0,539 \$ par gallon – expliquent une partie de la différence, les compagnies pétrolières n'ont donné aucune explication plausible pour le reste. Cette taxation exceptionnelle prendra la forme d'une surtaxe à l'impôt sur les sociétés au-delà d'un certain montant de profits. Les modalités de taxation ne pourront être discutées que lors de l'ouverture de la prochaine législature en janvier 2023 (le député Alex Lee avait déposé une telle proposition qui n'a jamais été débattue durant la dernière législature). En attendant, d'une part, la libération anticipée des stocks d'hiver a été ordonnée pour augmenter l'offre de 5 % à 10 % pour faire pression à la baisse sur les prix et, d'autre part, les aides sous conditions

de ressources, votées dans le budget 2022-2023, qui peuvent aller jusqu'à 1 050 \$, commencent à arriver à leurs bénéficiaires.

Brèves

- En réaction à la décision de l'OPEP+, le 5 octobre, de réduire la production de pétrole de 2 millions de barils par jour, la Maison blanche a publié un [communiqué](#) dans lequel le conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan et le directeur économique national Brian Deese expriment la déception du président Biden face à ce qui est qualifié de décision court-termiste (« *shortsighted decision* ») et dont l'impact sera surtout ressenti par les pays les plus vulnérables. La Maison Blanche annonce également que les États-Unis, sur ordre du président, abonderont les marchés de 10 millions de barils puisés dans la réserve stratégique américaine sur le prochain mois et entameront des consultations avec le Congrès pour étudier les moyens de réduire le contrôle de l'OPEP sur les prix de l'énergie.

Transport et Infrastructure

8. Le Département des Transports appelle à développer l'offre de stationnement pour les camions

Le 30 septembre, le Secrétaire aux Transports Pete Buttigieg a [convoqué](#) une réunion des acteurs publics et privés du transport routier de marchandises, rassemblés au sein de la « *National Coalition of Truck Parking* », pour les inciter et les aider à accroître le nombre d'aires de stationnement mises à disposition des conducteurs de poids-lourds. À cette occasion, M. Buttigieg a mis en avant les fonds fédéraux auxquels de tels projets sont susceptibles de bénéficier dans le cadre du plan pour les infrastructures. Les programmes de financement concernés, qui totalisent un montant de l'ordre de 40 M\$, sont décrits dans un [mémo](#)

publié récemment par l'administration fédérale. Lors de la réunion, le DoT a également annoncé la publication d'un [guide technique](#) à l'attention des États afin de les aider à définir leurs besoins et à élaborer une stratégie pour l'expansion de leurs capacités de stationnement destinées aux transporteurs routiers.

Dans une [lettre](#) adressée au DoT en février, les organisations professionnelles du secteur déplorait que 98 % des chauffeurs de poids-lourds rencontraient des problèmes pour trouver un parking sûr et adapté. Le courrier, citant plusieurs études, indiquait en outre que les chauffeurs perdraient en moyenne 56 minutes par jour pour rechercher un stationnement, ce qui induirait une perte de rémunération annuelle de l'ordre de 5 500 \$, soit 12 % de leur salaire annuel.

Agriculture et industrie agroalimentaire

9. Face à l'augmentation des coûts de production, la commission de l'agriculture du Sénat appelle l'USDA à renforcer et améliorer les dispositifs assurantiels

Dans une [lettre](#) bipartisane du 29 septembre, Debbie Stabenow (D-MI), présidente de la commission de l'Agriculture du Sénat, et John Boozman (R-AR) appellent l'USDA à élargir, par le biais de la *Federal Crop Insurance Corporation* (FCIC), le bénéfice d'une assurance marge à un plus grand nombre de productions, notamment les cultures végétales et les cultures spécialisées, alors que celle-ci est actuellement principalement réservée aux productions animales, productions de lait et élevage, et dans quelques régions pour certaines productions végétales. L'assurance risque pour les productions végétales couvre aujourd'hui essentiellement la baisse du chiffre d'affaires par rapport à des références historiques. Or, la flambée du prix des intrants, engrais et carburants notamment, risque en 2023 de ne pas être compensée par une augmentation du cours des

matières premières de même ampleur comme cela devrait être le cas en 2022. Les tensions inflationnistes et la volatilité des cours des matières premières conduisent donc les élus à demander une couverture assurantielle plus sophistiquée et protectrice, celle d'une assurance sur la marge dégagée par l'activité de production agricole. Cette démarche bipartisane laisse présager le rôle central que jouera la question des mécanismes assurantiels lorsque le nouveau Congrès issu des urnes le 8 novembre aura à élaborer le *Farm Bill 2024/2028*. Les signataires demandent également à l'USDA d'assurer dès maintenant une meilleure information des agriculteurs et des assureurs sur les mécanismes existants d'assurance marge afin d'améliorer leur compréhension par les producteurs « cherchant à gérer les risques de manière proactive ». Cette appropriation par les agriculteurs de ces mécanismes d'assurance marge est d'autant plus urgente qu'ils planifient actuellement leurs applications d'engrais pour les cultures d'hiver.

Numérique et Innovation

10. La Maison Blanche publie son « *Blueprint for an AI Bill of Rights* »

Le 4 octobre, le bureau de la politique scientifique et technologique de la Maison Blanche (OSTP) a [publié](#) son « *Blueprint for an AI Bill of Rights* ». Ce livre blanc est toutefois dénué de portée juridique contraignante et ne constitue pas la politique de l'ensemble de l'administration américaine en matière d'IA, mais seulement la position de la Maison Blanche. La publication présente un ensemble de cinq principes et pratiques associées pour aider à guider la conception, l'utilisation et le déploiement de systèmes automatisés afin de protéger les droits du public américain à l'ère de l'intelligence artificielle. Les 5 principes développés sont : (i) la protection contre les systèmes dangereux ou inefficaces ; (ii) la protection contre la discrimination par les algorithmes et les exigences de conception et d'utilisation équitable des systèmes ; (iii) la protection contre les pratiques abusives en matière de données *via* des protections intégrées, avec autorité conférée aux utilisateurs sur la manière dont les données les concernant sont utilisées ; (iv) l'information de l'utilisateur qu'un

système automatisé est utilisé et l'explication de comment et pourquoi il contribue aux résultats qui les concernent ; (v) la possibilité de choisir de pas utiliser le système d'IA et, le cas échéant, d'avoir accès à une personne humaine qui peut rapidement examiner et résoudre les problèmes rencontrés. Développé grâce à une vaste consultation du public américain, ce livre blanc comprend aussi un livret technique qui donne des mesures concrètes qui peuvent être prises par de nombreux types d'organisations (autorités publiques, entreprises) pour défendre ces valeurs. Ce cadre repose sur un test en deux parties pour déterminer les systèmes concernés. Ainsi, il s'applique aux (i) systèmes automatisés qui (ii) ont le potentiel d'avoir un impact significatif sur les droits, les opportunités ou l'accès du public américain aux ressources ou services critiques.

11. La Cour Suprême se saisit de deux affaires en matière de modération des contenus terroristes

Le 3 octobre, la Cour suprême des États-Unis a fait part de son [examen prochain](#) de deux différends

très médiatisés sur l'étendue de la responsabilité des plateformes en ligne vis-à-vis du contenu qu'elles hébergent. Dans l'affaire Gonzalez c. Google, les juges ont accepté d'aborder une question importante concernant la portée de la section 230 du « *Communications Decency Act* », une loi de 1996 qui protège les plateformes Internet de toute responsabilité pour le contenu publié par des tiers sur leur plateforme. La question soulevée devant la Cour Suprême concerne l'étendue de la de protection concédée par la section 230 aux plateformes quand leurs algorithmes recommandent le contenu d'un utilisateur tiers. L'affaire a été déposée par la famille d'une Américaine tuée lors des attentats du 13 novembre 2015 à Paris. La famille avait intenté une action en justice en vertu d'une loi antiterroriste, arguant que Google (propriétaire de YouTube) avait facilité le recrutement de terroristes par l'État Islamique grâce à des vidéos YouTube, en particulier, en recommandant des vidéos de propagande et de recrutement à des utilisateurs grâce à ses algorithmes. Les juges ont également accepté de se saisir de l'affaire Twitter Inc. c. Taamneh, portée par la famille d'un citoyen jordanien tué lors d'une attaque de l'État islamique contre une boîte de nuit à Istanbul. Dans cette affaire, le juge d'appel avait conclu que Twitter, Facebook et Google pouvaient être tenus responsables, indépendamment de la section 230, pour avoir aidé et encouragé le terrorisme international en permettant à l'État islamique d'utiliser leurs plateformes. La Cour Suprême devrait se prononcer sur la question de la responsabilité pénale des plateformes si elles ne parviennent pas à mettre en œuvre de manière efficace leurs politiques de lutte contre les contenus faisant l'apologie du terrorisme. Les décisions dans ces deux affaires sont attendues avant l'été 2023.

12. Acquisition de Twitter par Elon Musk

Le 4 octobre, Twitter a accepté l'offre renouvelée d'Elon Musk d'acheter la plateforme pour 44 Md\$. Le dossier soumis à la Securities and Exchange Commission (SEC) indique qu'E. Musk procédera à la clôture de l'accord d'acquisition, annoncé en avril 2022, sous réserve de son financement et de la suspension de l'affaire judiciaire de Twitter contre Musk (qui doit s'ouvrir le 17 octobre dans le Delaware). E. Musk, qui se présente comme un « absolutiste de la liberté d'expression », a fait part de ses positions en faveur d'un assouplissement important des règles de modération du contenu sur

la plateforme. L'entrepreneur se dit notamment opposé aux interdictions permanentes de comptes sur Twitter.

Brèves

- Le 5 octobre, dans le cadre d'une procédure pénale, un jury a condamné Joseph Sullivan, l'ancien responsable de la sécurité d'Uber, pour avoir omis de signaler à la *Federal Trade Commission* que les données de l'entreprise avaient été compromises en 2016. Uber avait attendu un an pour signaler l'incident, qui a affecté les données de 57 millions d'utilisateurs.
- Le 4 octobre, le procureur général de l'Arizona, Mark Brnovich, a [annoncé](#) un accord à l'amiable de 85 M\$ avec Google, accusée d'avoir obtenu de manière trompeuse les données de localisation des utilisateurs afin de réaliser des milliards de dollars de bénéfices. Il s'agit de l'une des poursuites les plus importantes pour atteinte au droit à la consommation de l'histoire de l'Arizona, et le règlement représente le montant le plus élevé par habitant que Google ait payé dans le cadre d'une poursuite de ce type.
- Le 4 octobre, l'Oversight Board de Facebook a [annoncé](#) qu'il examinait une décision de l'entreprise de supprimer une publication appelant à la mort du guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, à la suite de manifestations dans le pays.
- Le 29 septembre, quatre représentants démocrates de la Chambre ont introduit le [Facial Recognition Act](#), un projet de loi qui prévoit de restreindre substantiellement l'utilisation par les forces de l'ordre de la technologie de reconnaissance faciale, d'accroître la transparence au bénéfice des personnes lésées par l'utilisation de cette technologie par les forces de l'ordre, et d'imposer la production d'évaluations et de rapports annuels sur l'utilisation de la technologie par les forces de l'ordre.
- Le 29 septembre, les équipes de recherche en IA de Meta ont [dévoilé](#) « Make-A-Video », un nouveau système d'intelligence artificielle qui permet aux utilisateurs de transformer des entrées textuelles en clips vidéo de haute qualité. Dans ce contexte, Google a dévoilé le 5 octobre son travail sur [Imagen Video](#), un système d'IA capable de générer des clips vidéo à partir d'une entrée textuelle.

Santé

13. Le HHS publie deux rapports sur les impacts de la loi d'encadrement des prix des médicaments

Le Health and Human Services (HHS) a publié le 30 septembre deux courts rapports sur l'évolution des prix des médicaments sur la période 2016-2022.

Dans le [premier](#), sur la base d'une étude statistique sur le nombre de prescriptions et le montant de dépenses de médicaments vendus au détail et en gros, le HHS fait le constat que les dépenses de santé par prescription ont augmenté entre 2016 et 2021. Ainsi en 2021 le montant total dépensé par le système de santé américain était de 603 Md\$, dont 421 Md\$ pour les médicaments vendus au détail. Les dépenses de santé ont surtout augmenté pour les médicaments spécialisés ciblant les maladies chroniques, complexes ou rares, avec selon le rapport une augmentation de 42,5 % depuis 2016 alors que le nombre de prescriptions n'a augmenté que de 0,5 %.

Dans la deuxième [étude](#), le HHS observe qu'en janvier 2022 l'augmentation moyenne de prix de vente par rapport à juillet 2021 était de 150 \$ par médicament et de 250 \$ en moyenne lors de la réévaluation suivante en juillet 2022. Il fait également le constat que 1216 produits ont vu leur prix augmenter au-delà de l'inflation entre juillet 2021 et juillet 2022, avec une hausse en moyenne de 31,6 % sur cette période.

Les conclusions de ces deux rapports justifient, selon le HHS, les dispositions de l'*Inflation*

Reduction Act pour lutter contre la croissance des prix des médicaments. La négociation de prix de certains médicaments et le versement d'une redevance en cas de hausse des prix au-dessus du taux l'inflation permettrait, d'après le HHS, de contrôler l'évolution des dépenses par prescription et *in fine* le total des dépenses de santé.

Par ailleurs, les Centres de Medicare et Medicaid ont publié le 5 octobre une [fact sheet](#) sur le *Drug Prescription Act* rappelant les différentes mesures et leur importance pour faciliter l'accès aux patients à de nouveaux traitements.

Brèves

- Le directeur du HHS et l'administrateur des centres de Medicare et Medicaid ont [annoncé](#) le 3 octobre l'accroissement de la prise en charge par Medicare des biosimilaires (versions génériques de produits biologiques à forte complexité moléculaire), une des mesures prévues par l'IRA.
- La *Food and Drug Administration* et l'Administration de Santé des Vétérans ont annoncé, le 28 septembre, une [collaboration](#) pour accélérer l'innovation dans des dispositifs médicaux. Des membres des deux organisations seront hébergés dans le centre d'innovation des *Veterans Affairs* à Seattle et travailleront notamment à la mise à disposition de ressources matérielles et humaines pour la conduite d'essais cliniques par l'industrie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDet, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)